



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Elections et de la Police Administrative

A.P. n° 2011098-0002

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**SOCIETE QUALISOL
LIEU DIT « PIECE DU MOULIN »
82500 BEAUMONT DE LOMAGNE**

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

VU le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L.514-1 qui dispose :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé... »

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 mars 2010 autorisant la société QUALISOL à exploiter des installations de stockage et conditionnement de céréales, sur le territoire de la commune de BEAUMONT DE LOMAGNE ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 mars 2011 ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose pas pour l'année 2009 d'un rapport de vérification de ses installations conforme à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose pas d'un registre d'évènements susceptibles de constituer des précurseurs d'explosion conforme à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains,

de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

CONSIDERANT l'absence d'aspiration sur les transporteurs à chaîne de reprise situés dans les galeries de reprise enterrées du silo ONIC contrairement aux dispositions de l'article 6.2.5.a de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 ;

CONSIDERANT que le sens d'ouverture des portes de découplage installées dans les galeries de reprises du silo ONIC ne respectait pas les prescriptions stipulées à l'article 6.2.5.a des prescriptions techniques l' arrêté préfectoral du 10 mars 2010;

CONSIDERANT l' absence générale de détecteurs de déport de bandes et de sangles sur les manutentions, l'absence d'un contrôleur de rotation sur les transporteurs à bandes du silo plat et des détecteurs de bourrages sur les transporteurs à chaînes du silo plat contrairement aux dispositions de l'article 6.3.1.b des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 ;

CONSIDERANT que le système de récupération des poussières issues de l'aspiration situé au niveau du séchoir du silo plat n'est pas muni d'un système de capotage ce qui est contraire aux dispositions de l'article 3.1.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010;

CONSIDERANT l'absence de moyens suffisants au niveau du silo plat pour assurer un nettoyage régulier ce qui est contraire aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004;

CONSIDERANT l'absence de porter à connaissance devant être transmise à M le Préfet lors de modifications intervenues aux installations de combustion conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fait parvenir les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence aux services de secours conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas réalisé à ce jour une Analyse du Risque Foudre (ARF), conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que le système d'aspersion du réservoir de stockage de gaz liquéfiés inflammables n'est pas installé de façon à rendre l'arrosage uniformément réparti sur le stockage contrairement aux dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique N°1412 ;

CONSIDÉRANT que le site de Beaumont de Lomagne a été classé comme silos à enjeux très importants d'après la circulaire du 23 février 2007 relative à l'action nationale 2007 concernant l'amélioration de la sécurité des silos de stockage de céréales ;

CONSIDÉRANT que dans l'environnement proche des silos de QUALISOL, des tiers sont présents dans les distances d'éloignement forfaitaires et d'effet prescrites à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, conformément à l'article L514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement, de l'arrêté préfectoral en date du 10 mars 2010 autorisant la société QUALISOL à exploiter des installations de stockage et conditionnement de céréales, sur le territoire de la commune de Beaumont de Lomagne et de l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique N°1412.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER} :

La société QUALISOL, pour les installations de stockage et de conditionnement de céréales qu'elle exploite sur la commune de Beaumont de Lomagne, est mise en demeure,

sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté de respecter :

- les articles 5, 9, 11 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- les articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 10/03/2010 relatif au porter à connaissance ;
- les articles 6.2.5.a, 6.3.1.b et 3.1.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 10/03/2010 relatif respectivement à la mise en place des portes de découplage dans les deux galeries de reprises, aux détecteurs de dysfonctionnement présents sur les manutentions de grains et aux envols de poussières ;
- l'article 4.2 de l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Montauban :

- ♦ Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- ♦ Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L.211-1, dans un délai de 1 an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue 6 mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

- Le Secrétaire Général de la Préfecture,
 - Le Sous-Préfet de Castelsarrasin,
 - Le Maire de Beaumont de Lomagne,
 - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la société QUALISOL à Beaumont de Lomagne(82).

A Montauban, le - 8 AVR. 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
La secrétaire générale,


Violaine DÈMARET